

10 OCT 1993 10:47 DIRECTOR OF DEFENCE THE GOVERNMENT

TEMOIGNAGE SUR LE PUTSCH DU 20 - 21 OCTOBRE 93.

Par Frédéric NDAYEGAMIYE  
Directeur de Cabinet du Président  
de la République.

N.B. Les heures et les minutes  
relatées dans ce témoignage  
sont sujettes à erreur de  $\pm$  30 minutes  
étant donné que la rédaction  
intervient quatre mois après  
l'événement.

Mercredi 20 octobre 1993, c'était le jour du Conseil des Ministres. Un conseil ordinaire comme tant d'autres, dirigé par S.E. Melchior NDADAYE. Vers 16h00', je reçois un coup de téléphone du Major NIBIZI, Commandant du 2<sup>e</sup> Bn Commando (Camp Muha) qui a en son sein l'équipe qui assure la garde présidentielle. Le Major me demande si je puis le recevoir immédiatement. Il y'avait urgence. J'accepte. Son message se résume comme suit : "Mes indicateurs viennent de me dire que des éléments du 1er Bn des Parachutistes se préparent pour faire un coup de force cette nuit. Je me suis moi même rendu au Bn Para, j'ai constaté qu'ils sont très excités. Ils parlent même de personnalités à arrêter. Ils s'inquiètent parce qu'ils pensent que ces autorités le savent déjà et auraient pris la fuite". En ce qui me concerne, je prends la menace au sérieux.

Sur ce, nous nous convenons qu'il faut renforcer la garde au Palais et de tenir en alerte les troupes d'intervention du camp Muha. Il est également convenu qu'il affecte de façon permanente des observateurs autour des camps militaires du sud de Bujumbura, spécialement le Bn Para.

Je forme vite le combiné du Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, le Lt Colonel Jean BIKOMAGU. Je lui parle en ces termes : "je viens d'être informé d'un éventuel Coup d'Etat cette nuit, les soldats du 1er Bn Para sont chargés de l'exécution de la sale besogne et parlent déjà de personnalités à arrêter. Je vous demande de procéder à la vérification de ces informations et de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir". Réponse de C.E.M accompagnée d'un rire : "on m'a également rapporté cela mais je pense que c'est une rumeur". Il trouve des arguments de poids :

2

"Je me suis personnellement rendu au 1er Bn des Parachutistes, je n'ai rien vu d'anormal. Par ailleurs, cela ne tient pas debout: la moitié des soldats de ce camp sont en vacance, le quart de ceux qui restent sont affectés à des positions de garde, le contingent qui reste est absolument incapable d'organiser ce genre d'opération".

Non satisfait de cette réponse, j'insiste en disant : "Ma source est sûre, le putsch se prépare au 1er Bn Para, je vous demande de vous y rendre personnellement pour le contact". Il me rétorque que ses observations ci-dessus sont sans équivoque, que aucun danger m'est envisageable. Je lui donne les recommandations ci-après pour me rassurer : "Comme mesures préventives, changer immédiatement les gardes, qui sont des "Bérets Rouges", aux endroits stratégiques ci-après : la Radio-télévision Nationale du Burundi (RTNB), les Centrale et Station Terrienne de l'ONATEL, la REGIDESO. Vous les remplacez par les "Bérets Verts", ainsi s'il y a une tentative des parachutistes, elle sera vite découragée; si non ce serait trop facile si ces places restent gardées par les éléments du camp soupçonné".

Toujours la même attitude chez le Lt-Colonel BIKOMAGU : "je vous ai dit que vos inquiétudes ne sont pas fondées, par ailleurs les para sont plus efficaces pour la garde de ces lieux, même la garde à l'Etat-Major leur est confiée. Soyez rassuré M. le Directeur de Cabinet, rien ne se passera".  
Je conclus en disant : "Prenez quand même vos dispositions pour parer à l'éventualité".

Après cette conversation plus ou moins rassurante, j'appelle mon collègue et ami personnel, M. Richard NDIKUMWAMI, Administrateur Général de la Documentation Nationale et des Migrations. Il était en réunion de travail avec ses collègues Rwandais à l'Hôtel Club du Lac Tanganyika. Je lui pose la question suivante : "Etes-vous au courant du coup d'Etat qui se prépare au Camp Bn Para ?"

Réponse : "On m'a dit ça, mais vous savez qu'on vit depuis peu la psychose du coup d'Etat à Bujumbura. C'est peut-être un rumeur ", un petit rire, puis il reprend : "...mais, il paraît que ce soir, c'est sérieux, on va nous dépecer. Ecoutez, je termine d'abord ma réunion, je vous appelle aussitôt après pour qu'on analyse la situation ensemble ". Cet appel ne viendra jamais, je ne le reverrais donc plus jamais.

J'évalue l'opportunité d'interrompre ou non le Conseil des Ministres pour l'en informer, j'opte pour la deuxième solution, vu que le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée m'avait rassuré et que la Garde Présidentielle était en "alerte maximum". J'attendrai donc la fin des travaux du Conseil pour en informer Son Excellence le Président de la République.

Aussitôt la réunion du Conseil clôturée vers 21 heures, je m'empresse d'aller voir le Président, je m'introduis dans Son cabinet, je Le trouve très absorbé avec le Ministre de la Défense Nationale. J'attends la fin de leur entretien et je m'introduis de nouveau. On parle d'abord de politique générale et du programme du lendemain. C'est lui-même qui prend les devants pour me demander presque en plaisantant, si j'étais au courant de la rumeur de coup d'Etat "Le Ministre de la Défense vient de M'en parler" m'a-t-il confié. Je réponds que moi-même avais été saisi de cette rumeur depuis 16 h 00'. Je Lui ai raconté toutes les conversations que j'ai eues avec les différents responsables de la Sécurité à savoir, le Major NIBIZI, le Lt-Col NTKOMAGU, M. Richard NDIKUMWAMI, Administrateur Général de la Documentation. J'insiste sur le fait que toutes les fois que le Major NIBIZI me fait des révélations, il y a des chances que ça se réalise; mais aussi les assurances du Colonel BIKOMAGU nous semblaient dignes de confiance. Il me demande si nous avons pris des dispositions pour protéger le palais présidentiel. Réponse : "Les positions au palais sont renforcées, et le Camp Muha est en alerte maximum, on surveille également les camps suspects par des indicateurs; " Il clôture en disant que rien ne pouvait échapper à la vigilance du Ministre de la Défense qui venait de Le rassurer qu'il allait tout déjouer s'il y'avait tentative de putsch. Sur ce, nous nous séparons, nous ne nous doutions pas que nous n'allions plus nous revoir. J'ordonne le départ du cortège présidentiel vers le palais quelques minutes avant 22h00. Le cortège s'ébranle, moi je suis. Arrivé à la hauteur du Palais, je me détache et prends la Route Rumonge qui va à Kinindo, mon quartier.

Arrivé chez moi, mon épouse me salue comme d'habitude et me fait remarquer que j'ai oublié que j'avais donné rendez-vous à des visiteurs, lesquels m'avaient attendu en vain. Je réponds en plaisantant que cette nuit-là, elle devait s'attendre à un autre genre de "visiteurs". Cette phrase l'intrigua et elle voulut en savoir davantage.

Je lui dis clairement que je venais d'apprendre qu'un putsch était en préparation au 1er Bn Para et qu'il se réalisait cette nuit.

Elle de rétorquer : "Vous n'avez pas plus intéressant que ça à me raconter, c'est devenu une maladie dans notre capitale...."

Elle me sert à dîner, je mange un tout petit peu, je n'avais pas beaucoup d'appétit ce soir-là.

Nous allons au lit, non sans inquiétude. Je dors un œil ouvert, un autre fermé. Vers 02 heures du matin ou quelques minutes avant (peut-être 1h45) je reçois presque concomitamment les coups de téléphone du Major NIBIZI et du Colonel NTAKIJE. Les deux m'informent que les "gars du Bn Para" sont entrain de s'habiller et se préparent à lancer l'assaut du Palais".

Le premier me dit qu'ils vont essayer de tenir bon et que le Président pouvait rester au Palais en attendant les renforts en provenance du Camp Muha, le second me demande "de conseiller au Président de quitter le palais parce que c'est Lui qu'ils cherchent". Pas de temps à perdre, je prends mon Télécél, je forme le 292100, c'est lui-même qui répond. Je dis : "Monsieur le Président, la rumeur devient réalité, les soldats du 1er Bn Para sont déjà debout et se dirigent vers le palais. Prière d'évacuer tout de suite. Allez n'importe où par tout moyen disponible". Sa réponse : "OK, Je vais quitter le palais tout de suite". Je n'insiste pas pour savoir où il va, de peur de Lui faire perdre du temps ou de Le faire repérer. De toutes les façons, Il connaissait mon numéro si des ordres devaient m'être donnés. Loin de moi l'idée que c'était notre dernière conversation.

Je prends tous les moyens de communication à ma disposition et commence à appeler les ministres et autres dignitaires. J'appelle le Président de l'Assemblée Nationale, pas de réponse. J'appelle le Premier Ministre, Télécél fermé. J'appelle l'Administrateur Général de la Documentation Nationale et des Migrations, il est déjà au courant et essaie de coordonner ses informateurs sur terrain. J'appelle respectivement le Ministre NYANGOMA, le V.P.M. CIZA, le Ministre NDAYIKEZA, le Ministre NTIBANTUNGANYA. A part NYANGOMA et NTIBANTUNGANYA qui étaient déjà alertés, MM. NDAYIKEZA et CIZA dormaient tranquillement. A ce moment (vers 2h15) les coups de canon

avaient déjà commencé à gronder dans le centre-ville; on entendait également des tirs sporadiques d'armes légères automatiques. Je laissais de côté le travail de contacter les membres du Gouvernement, ils allaient continuer à se contacter entre eux.

Je me branche sur le réseau Radio de la Documentation Nationale. Je trouve qu'ils sont complètement dépassés et désinformés, puisqu'ils parlaient de situation normale. Je leur parle d'un ton ferme qu'ils feraient mieux de se taire, que la situation n'est pas du tout normale et qu'il y a une mutinerie.

Tantôt j'étais en contact avec le Ministre de la Défense, tantôt avec son Secrétaire d'Etat, le Lt Colonel GAKORYO, tantôt avec le Chef d'Etat-Major Général Lt Col BIKOMAGU.

A un certain moment, vers 3h30 du matin, on m'a fait croire que les "forces loyalistes" maîtrisaient la situation sur le terrain. C'était le Ministre de la Défense et le C.E.M de l'armée. Je répétais l'information aux autres dignitaires pour les soulager. Mais entre-temps, j'apprends que des blindés suspects étaient déjà en position devant les demeures du Président de l'Assemblée Nationale, du Ministre NDAYIKEZA et de l'Administrateur Général de la Documentation. Les mêmes sources ci-dessus m'informent que des secours ont été envoyés à ces trois endroits. A cette nouvelle de blindés aux domiciles des dignitaires, je prends la décision de quitter mon domicile. Je téléphone à un de mes amis officier et lui demande de m'héberger. J'embrasse mon épouse et sors pour regagner mon refuge. Je continue à suivre le film des événements par Radiophonie et Télécél. Mon hôte officier est ébahi, il ne comprend rien à ce qui se passe.

A 5h00 du matin, la Radio Nationale reste muette alors que c'est son heure habituelle de début des émissions. Vers 5h30', les téléphones ordinaires ne fonctionnent plus. Les Télécéls restent fonctionnels. Au même moment, j'apprends du Ministre de la Défense que les dignitaires ci-après ont été enlevés et faits prisonniers : MM. KARIBWAMI Pontien, NTIBANTUNGANYA Sylvestre, BIMAZUBUTE Gilles, NDAYIKEZA Juvónal, NDIKUMWAMI Richard, et qu'on ne sait pas où est le Président. La même information m'est reportée par les ministres NYANGOMA et NGENDAHAYO qui avaient trouvé refuge ensemble quelque part en ville.

Nous nous convenons qu'il faudrait demander une protection auprès de l'Etat Major Général afin de permettre au Ministre de la Communication de se rendre à la Radio pour faire une déclaration.

La suite devrait être contée par ces ministres : on est venu les chercher à leur cache baïonnettes dégainées, menaçant les personnes trouvées sur place; heureusement, le Bon Dieu leur avait inspiré de vider les lieux à temps. Quelques minutes plus tard, le Ministre de la Défense m'informe d'un ton alarmant que le Président de la République venait d'arriver au camp Muha (camp qui abrite les éléments de la garde présidentielle); que tous les militaires, putschistes comme "loyalistes" étaient extrêmement excités et que l'irréparable pouvait être commis. Ni lui ni moi ne savions qui avait conseillé le Président d'aller au camp Muha. A ce moment, j'appelle le Lt Col BIKOMAGU qui répond aussitôt : "Tiens, je t'avais manqué, je suis au camp Muha, le Président est là, les militaires sont devenus comme fous à la vue du Président. J'ai réussi à négocier l'envoi de la famille du Président chez l'Ambassadeur de France. Allez voir s'ils sont bien arrivés, vous ne risquez rien".!!! Evidemment je n'ai pas suivi ce conseil, j'étais conscient du danger que je courais.

Je lui demande de passer son Télécél au Président pour que je puisse Lui parler et recevoir des ordres de Sa part. Il me dit que c'est impossible de parler au Président, que les soldats ne le permettent pas. J'insiste, mais c'est sans succès. A ce moment, je téléphone aux Ambassadeurs de France, de Belgique et des USA pour leur signifier que le Président était en danger de mort et qu'il fallait contacter leurs capitales respectives pour une intervention rapide en vue de Le sauver. Promesse est faite, diplomatie oblige, que le nécessaire est en train d'être fait. L'attente sera longue et le secours ne viendra jamais.

J'apprendrai, vers 8h00 que tous les dignitaires captifs ont été déjà mis à mort et que le Président reste prisonnier des Bérets Rouges qui L'ont transféré au 1er Bn Para. Entre-temps toutes les radios du monde, en particulier Radio-Rwanda, où séjournait le Ministre MINANI, pour une mission officielle diffusaient intermittamment des messages relatant la situation de confusion qui régnait à Bujumbura.

Plus tard, j'apprendrai de l'Ambassadeur de France que la famille du Président était à son domicile et qu'il allait prendre soin d'elle. Vers la fin de la matinée, le Ministre de la Défense m'apprend que le Président de la République a été assassiné. Je sens un frisson me traverser tout le corps. Je laisse tomber mon Télécél, des larmes tombent de mes yeux. Je me ressaisis et appelle l'Ambassadeur de France pour lui annoncer l'affreuse nouvelle.

Il s'exclame au téléphone en disant : "Monsieur le Directeur de Cabinet, c'est une catastrophe, c'est une catastrophe....Dois-je l'annoncer à Madame la Présidente ?" Je lui réponds qu'il doit le dire mais pas tout de suite. "Remettez-vous de vos émotions vous-même d'abord et trouvez les termes qu'il faut, mais il faut le Lui dire".

Dans l'après-midi du 21 octobre, avant que les Télécéls ne soient eux-mêmes neutralisés, j'avais réussi à entrer en contact avec le Ministre MINANI Jean qui était à Kigali. Nous nous sommes convenus, vu la situation d'incertitude à Bujumbura, qu'il proclame immédiatement le transfert du Gouvernement légal à Kigali et qu'il continue à diffuser des messages à l'endroit de la population Burundaise et de la Communauté internationale.

C'est ici que s'arrête la relation des faits tels que vécus intrinsèquement pendant les heures allant de 2h00 du matin à 2h00 de l'après-midi du 21 octobre 1993.

Fait à Bujumbura, le 13/02/1994,

LE DIRECTEUR DE CABINET DU  
PRESIDENT ASSASSINE,

Frédéric NDAYEGAMIYE. -



TEMOIGNAGE SUR LE PUTSCH MANOUE DU 2-3 JUILLET 1993

Par NDAYEGAMIYE Frédéric  
DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT ELU.

C'était vers 3h00 du matin de la nuit du 2 au 3 Juillet 1993. Quelqu'un frappe à la fenêtre de ma chambre à coucher. Je fais la sourde oreille. Il insiste. Je demande : "Qui est là?". C'était mon domestique. Il me dit : "c'est le Major NIBIZI qui veut vous parler. Il dit que c'est urgent". Je questionne : "Tu as bien dit le Major NIBIZI ?". "Oui patron". Ma femme me conseille de ne pas sortir, car, estimait-elle, ça pouvait être dangereux. Je réponds. "Il faut que j'y aille, c'est le Commandant du camp désigné pour assurer la future garde présidentielle. Peut-être il y a un problème".

Je prends mon peignoir et me rends au salon, je trouve le Major NIBIZI debout, en tenue de combat, visiblement embarrassé et inquiet. Que se passe-t-il, demandé-je?". Réponse : "On vient de m'apprendre que des éléments de mon unité ont pris les armes et sont sortis pour aller attaquer le palais du Président élu. Ils sont conduits par mon Commandant en second, le Major RUMBETE. Je n'ai pas pu joindre le Président, les téléphones ne fonctionnaient pas. C'est mon chauffeur qui vient de me le dire". Je prends le téléphone, pas de son. Toutes les communications étaient coupées.

Nous décidons que le Major se rende directement à son camp pour essayer de maîtriser la rébellion et qu'il me tienne au courant de l'évolution de la situation par tous les moyens possibles. On se convient, si jamais j'arrivais à joindre le Président élu, de Lui dire de rester au Palais et d'attendre le secours qu'il allait organiser. A cet instant nous nous séparons. Il me promet de revenir dans une heure ou deux. Je retourne à la chambre à coucher et informe mon épouse de l'événement. Je m'habille, je prends la voiture de fonction et me rend chez un ami. Arrivé là, nous essayons encore une fois le téléphone et nous trouvons que ça fonctionne. Dieu merci, Nous appelons le palais présidentiel (élu), nous demandons l'Officier de garde, le capitaine RUKINDIKIZA. Nous lui demandons la situation. Réponse : "Ici au Palais règne une situation de confusion".



Des militaires qui ne sont pas de notre unité <sup>1</sup> sont venus nous dire qu'ils viennent pour nous relever. Nous avons été stricte et leur avons semé de se retirer immédiatement. Nous maîtrisons la situation".

Nous appelons le Président élu, nous lui demandons s'ils sont tous au palais et s'ils n'étaient pas inquiétés. Il nous répond que des gardes sont venus le réveiller et l'ont informé de ce qui se passait. Pas de coups de feu, cependant, pas mal de militaires entouraient la clôture du palais. Nous lui demandons de rester calme et d'attendre le secours du Major NIBIZI. Entre-temps, on téléphone aux autres cadres du FRODEBU et aux amis résidant à l'étranger. Une heure et demie plus tard, nous sommes certains que le Président ne courrait plus aucun risque, la situation étant complètement maîtrisée par le Major NIBIZI et des éléments loyalistes de son unité. A 6h00 du matin, le major revient chez moi (j'étais déjà rentré) et me dit spontanément, l'air satisfait: "c'était SININGI <sup>2</sup> qui voulait introniser NGEZE <sup>3</sup>". Je le félicite et le salue. Je me rue au téléphone pour annoncer la nouvelle au Président élu et aux cadres FRODEBU.

Vers 8h00 du matin, nous sommes au palais. Je téléphone à mon collègue "SININGI" pour un dossier que nous devons traiter ensemble. Je n'évoque rien de ce qui s'est passé. Mais lui va exprimer les regrets sur les événements malheureux de la nuit précédente et se réjouit que le coup ait été déjoué. Plus tard, vers 9h00, c'est SININGI qui m'appelle et me dit: "...As-tu entendu, il paraît que ce sont les Directeurs de Cabinet qui font des Putschs maintenant..." je réponds: "Oui, il paraît, et il me semble que tu devrais faire attention de ton côté." Un petit rire. Puis, il répond: "...Moi je ne me reproche de rien, j'ai les mains propres. J'ai la conscience tranquille".

<sup>1</sup> Lui il est Gendarme, les autres sont Commandos

<sup>2</sup> Pseudonyme pour dire Lt Col Sylvestre NINGABA, Directeur de Cabinet du Président BUYOYA.

<sup>3</sup> NGEZE François était Ministre de l'Intérieur du Gouvernement BUYOYA-SIBOMANA.

Entre temps, nous avons demandé aux autorités de l'ONATEL de nous faire un document sur les circonstances de coupure des télécommunications. Le document est formel et accablant pour le Lt Col NINGABA et le Major BUSOKOZA : ils sont allés personnellement chercher et ordonner les techniciens de l'ONATEL de couper les téléphones locaux et internationaux. Plus tard vers 14h00, le Président élu appelle le Président BUYOYA qui se refusait d'incriminer son Directeur de Cabinet. Ils se conviennent qu'on lui envoie le document de témoignage par Fax, ce qui fut fait immédiatement, on l'entendit pousser un soupir de déception...." Oh mon Dieu...". Plus tard vers 22h30, on nous apprend que SININGI et BUSOKOZA ont été arrêtés ainsi que beaucoup d'autres officiers.

Fait à Bujumbura, le 30/01/1994

Frédéric NDAYEGAMIYE

DIRECTEUR DE CABINET DU PRESIDENT  
DE LA REPUBLIQUE.

